



Académie des Sciences d'Outre-Mer

Séance du 20 novembre 2020

**« Nouveaux acteurs des relations internationales,
nouvelles formes de diplomatie »**

Les États face aux « nouvelles diplomaties »

Lansana Kouyaté, Ambassadeur,
ancien Premier ministre de la République de Guinée

Il ne saurait exister aucune discipline imaginée par les hommes qui ait pu résister à une évolution positive ou négative selon les réalités imposées soit par de facteurs objectifs, soit par les intérêts des États, soit par plus simplement les phénomènes de modes et d'atavismes. Ces changements ont répondu à des variantes parfois centralisées, parfois décentralisées, allant jusqu'à la tendance d'échapper à la maîtrise de leurs concepteurs. La diplomatie a suivi le même parcours, parfois les mêmes avatars.

Dès l'abord, je tiens à préciser que la diplomatie dont nous parlerons ici est la diplomatie dite moderne ; c'est celle qui va du XVII^e siècle à nos jours.

Le mot diplomatie vient de « diplomate » qui signifie « acte juridique ». Face aux multiples guerres qui ont opposé les royaumes et les empires ; surtout face à l'hécatombe créée par les affrontements quasi récurrents entre catholiques et protestants d'où naquit l'État-Nation après la conférence en Allemagne où fut signé, le 24 octobre 1648, les traités dits de Westphalie, la conception et le mode



Académie des Sciences d'Outre-Mer

opératoire d'une certaine diplomatie changeront. Les « *missi dominici* » qu'envoyaient les rois se firent rares car ils étaient messagers et non négociateurs. Ainsi les États commencèrent-ils à penser à une structure plus et mieux élaborée. Le *missi dominici* devint ambassadeur tandis que son siège et son titre changèrent. Ce bref rappel suffit pour avoir une idée de la genèse de tout ce qui apparaît aujourd'hui comme plateforme étendue allant des ambassades et du diplomate à des acteurs membres d'organismes officiellement reconnus. Que d'organismes conçus plus tard en marge de la « mondialisation » structurés de façon parfois désordonnée ait pu émerger ne devrait étonner personne. Je pense particulièrement aux altermondialistes qui font de la diplomatie, parfois sans le savoir.

Si les États font face aujourd'hui à de nouvelles diplomaties, c'est d'abord parce qu'ils en ont accepté un élargissement à d'autres domaines, une diversité des structures, des règles de véritable fonctionnariat et surtout l'inévitable adaptation à l'évolution ou l'émergence de plusieurs paramètres nouveaux : bien qu'existant toujours, la chancellerie n'est plus confinée aux diplomates. La recherche d'un impact de succès diplomatique sur les peuples est partie intégrante de ce que cherchent les États tout comme *a contrario* ils feront tout sous le label de secret d'État pour en cacher les déboires. Le pouvoir absolu baignait dans une désinvolture que les démocraties modernes ne sauraient exercer sans risque. L'opinion publique devient-elle ainsi une jauge si non un juge qu'il faut soit ménager soit tromper pour éviter les jugements très souvent électoraux sinon plus. Les questions militaires prennent une place si importante que la désignation d'attachés militaires est devenue tout naturel. De ce long processus, la diplomatie s'est-elle trouvée envahie par toutes les activités humaines ou naturelles où se joue un tant soit peu l'intérêt des peuples : économie générale et économie d'entreprise (G7 ou G8 en fonction des alliances du moment), (G20 par réaction «



Académie des Sciences d'Outre-Mer

des laissés pour compte »), activités parlementaires, activités sportives variées, environnement, compétitions spatiales. Que dire des services secrets, de l'espionnage industriel et pour couronner le tout, les luttes visibles entre pays déjà superpuissants et pays prétendant à l'être. Entre les États-Unis d'Amérique, la Chine, l'Europe et la Russie se joue cette immortelle compétition sous des formes parfois connues et parfois inconnues. Les luttes plus ou moins larvées entre ces pays créent parfois des reconstitutions de confiance ou de méfiance que dessinent les évolutions sur les intérêts de court ou long terme ; l'affaire Farewell en est un exemple. Elle est bien connue pour être décrite ici dans sa totalité ; Mais entre le président de la République Française François Mitterrand et celui des États-Unis d'Amérique Ronald Reagan existait une méfiance née de l'entrée des communistes français au gouvernement après l'élection de François Mitterrand rendu possible grâce au programme commun de la gauche. Grâce à Farewell, de son vrai nom Vladimir Vertov, double agent soviétique et français, de nombreux espions soviétiques furent découverts en France et dans les autres pays de démocratie occidentale et *ipso facto* renvoyés à Moscou. La renaissance d'une confiance entre les deux présidents s'est jouée sur cette inespérée plateforme qui fut un des éléments pris en compte dans le démantèlement de l'URSS. La rencontre, en octobre 1981 à Yorktown (Virginie), entre les présidents Reagan et Mitterrand devint-elle ainsi une occasion fort opportune de la naissance de la confiance entre les deux États.

En dehors de relations bilatérales, un nombre important d'organes sectoriels sont greffés aux organisations régionales et internationales. L'Organisation des Nations unies inclues plusieurs agences spécialisées, certaines relevant de son secrétariat et d'autres ayant leur relative autonomie grâce à l'existence de leurs conseils d'administration, c'est le cas de la FAO et l'ONUDI. Est-il besoin de rappeler que dans sa charte l'ONU reconnaît en son chapitre 8 articles 52-54, les



Académie des Sciences d'Outre-Mer

accords régionaux. Cela n'enlève en rien le devoir de l'ONU de demeurer, en première instance responsable de la paix et de la sécurité du monde. Mais cette procédure de plein droit a très souvent fait appel, à l'implication des Organisations régionales ou sous régionales avant les négociations directes de l'ONU « chapitre 6 » ou l'usage de la force « chapitre 7 ». L'union Africaine et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont joué à ce titre en Afrique comme sur d'autres continents un rôle de premier plan où succès et échecs se sont parfois alternés. Il est arrivé que l'Union Africaine pour une raison ou pour une autre ait été totalement marginalisée. Les causes : contradictions idéologiques entre États membres, intérêts économiques prédominants et relations exceptionnelles pour ne pas dire affiliations contradictoires avec des pays du septentrion développés. Il est inutile de citer tous les exemples mais le cas libyen est assez frais pour en témoigner. À mes yeux deux facteurs principaux ont donné à l'Afrique la piteuse figure de perdre la main : les relations de « je t'aime moi non plus » entre le guide libyen et des pays Africains suffisamment vocaux d'une part et la pression de puissants pays du Nord qui ont pu, par une résolution alambiquée, rendre élastique son application au-delà du fameux « No Fly zone ». Jusque-là l'Afrique n'arrive pas à mobiliser de ses propres structures les fonds parfois colossaux de ses interventions en cas de conflits ou de simple diplomatie de réconciliation sur le continent.

Il y a un cas sensible qui prend de plus en plus d'importance dans la diplomatie contemporaine : c'est la presse, toutes presses confondues du classique au digital populaire. Si les institutions de certains pays se donnent aujourd'hui des semblants de prérogatives d'une diplomatie qu'elles veulent actives, c'est aussi parce que la presse pénètre les couloirs les plus secrets des négociations et attire de ce fait ceux qui pensent se prévaloir d'un rôle de diplomate, parfois au détriment de leur efficacité *intra*. Un jour, lorsque j'entendis un président d'Assemblée



Académie des Sciences d'Outre-Mer

Nationale e dire qu'il est nû par « la diplomatie parlementaire », entant qu'amis je lui dis simplement qu'il a la nostalgie des voyages à l'extérieur plus nombreux dans l'exécutif où il était que dans le législatif où il est à présent. En allant plus loin l'on pourrait citer les « alter mondialistes » dont je ne conteste point la légitime ambition de droit de regard sur « la mondialisation » mais qui draine certains se proclamant diplomates de l'alter mondialisme.

En conclusion, je dirais que la myriade de nouvelles diplomaties ne doit pas altérer son but premier : défendre les intérêts de l'État en obtenant si possible l'adhésion du maximum d'États si elles n'obstruent pas l'intérêt général de paix et de stabilité d'un monde où le leadership mondial s'effrite graduellement au profit de leaderships nationaux parfois, sinon très souvent affaiblis ou trop arrogants. Chaque pays a raison et droit d'avoir un leadership éclairé. Mais le monde ne doit pas manquer de leadership au risque de voir prospérer de potentielles menaces qui planent du nucléaire au protectionnisme économique, en passant par de menaces à l'environnement. Les leaders d'aujourd'hui ne doivent pas se trompés : la recherche vaille que vaille d'une puissance unilatérale qui dicte et qui en impose à tous est quasiment impossible de nos jours. Le refus obstiné de l'admettre mènera à une guerre qui sera différente de toutes les précédentes. Le nucléaire est dit dissuasif mais des folies sont possibles surtout que tous les pays détenteurs n'ont pas les mêmes garde-fous pour rendre l'usage impossible.